

FORUM DES AS

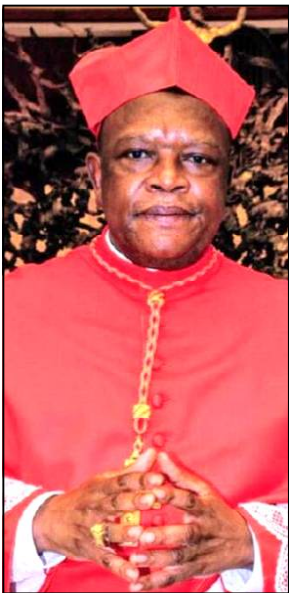
MEDIAF Web Site : www.forumdesas.cd Email : forumdesas2001@gmail.com

ARMP: le DG Kayembe accusé de malversation financière

P.10



11^è RUE LIMETE/INDUSTRIEL N^o15/C | N^o7666 DU MARDI 19 MAI 2026 | PRIX : 3.000 FC



PRENANT À CONTRE-PIED CERTAINES ÉGLISES DE RÉVEIL

Le cardinal Ambongo dresse catholiques et protestants contre le changement de la Constitution

* «Lorsque le moment viendra, lorsqu'ils s'obstineront à faire passer ces lois, il faudra qu'ils nous trouvent sur leur chemin», avertit l'Archévêque de Kinshasa.

* Pour leur part, les leaders de l'Opposition attendus ce mardi à Kinshasa pour défendre l'ordre constitutionnel. Pages 2 & 5

«Nous n'avons qu'un seul Congo : servons-le avec conscience et amour»

(Une tribune de Jacques Ikung Mbul, Secrétaire Général de la PEP-AAAP)

Page 4

«Le Congo d'aujourd'hui n'est plus celui de 2006», estiment les leaders de Nouvel Élan

Page 3

Fonction publique :
le ministère reprend la main sur la maîtrise des effectifs

P5

FACE À LA RÉSURGENCE DE L'ÉPIDÉMIE D'EBOLA

L'OMS déploie plus de 5 tonnes de matériels sanitaires et de médicaments en Ituri

P8

PRENANT À CONTRE-PIED CERTAINES ÉGLISES DE RÉVEIL

Le cardinal Ambongo dresse catholiques et protestants contre le changement de la Constitution

* «Lorsque le moment viendra, lorsqu'ils s'obstineront à faire passer ces lois, il faudra qu'ils nous trouvent sur leur chemin», avertit l'Archévêque de Kinshasa.

Le cardinal Fridolin Ambongo hausse le ton contre toute initiative visant à modifier la Constitution en République démocratique du Congo. Devant les fidèles, le prélat catholique a appelé l'Église catholique, l'Église protestante ainsi que la population congolaise à se mobiliser pour empêcher ce qu'il considère comme «une tentative de défense d'intérêts partisans au détriment du peuple».

Dans une déclaration au ton grave et offensif, l'archevêque de Kinshasa a exhorté les confessions religieuses à «dresser les fronts» face aux vellétés de changement constitutionnel.

Selon lui, ces initiatives ne poursuivent qu'un seul objectif : préserver les intérêts de certains acteurs politiques opposés à l'émergence d'une justice équitable et indépendante.

«À l'Église catholique qui est déjà en ordre de marche, à l'Église protestante, de se lever pour faire barrage à toutes ces vellétés», a déclaré le cardinal, prévenant que «les jours à venir seront difficiles».

«IL FAUDRA QU'ILS NOUS TROUVENT SUR LEUR CHEMIN»

Le prélat a également lancé un appel direct au peuple congolais, l'invitant à se préparer à une éventuelle mobilisation populaire si des projets de lois liés à une



Le cardinal Fridolin Ambongo.
PHOTO DROITS TIERS

révision constitutionnelle venaient à être adoptés. «Lorsque le moment viendra, lorsqu'ils s'obstineront à faire passer ces lois, il faudra qu'ils nous trouvent sur leur

chemin», a-t-il averti, dans un discours qui sonne comme un appel à la résistance civique.

Très critique envers la gouvernance actuelle, le

cardinal Fridolin Ambongo dénonce ce qu'il qualifie de gestion du pays «par défi et par mépris du peuple». Il estime que les dirigeants ne peuvent continuer à ignorer les aspirations populaires ainsi que les prises de position des Églises catholique et protestante.

Cette sortie intervient dans un contexte de tensions politiques persistantes autour de l'éventualité d'une réforme constitutionnelle. Le sujet continue de cristalliser les oppositions entre partisans d'un changement et défenseurs du maintien de la Constitution de 2006, considérée par plusieurs acteurs politiques et religieux comme un verrou contre toute dérive institutionnelle.

Jérémie ASOKO

AU TERME DE LEUR ASSEMBLÉE ÉPISCOPALE PROVINCIALE À INONGO

Les évêques membres de l'ASSEPKIN invitent les autorités et les communautés locales à promouvoir le dialogue

L'archevêque métropolitain de Kinshasa et les évêques membres de l'assemblée provinciale de Kinshasa (ASSEPKIN) ont appelé, la semaine dernière, les autorités nationales et les communautés locales à promouvoir le dialogue, le respect mutuel et la cohésion sociale afin d'éviter une aggravation des tensions dans le pays.

Cet appel a été lancé au terme de leurs assises d'une semaine tenues à Inongo (Mai - Ndombe), chef-lieu du diocèse éponyme.

Lors de cette importante rencontre, les prélats ont fait un constat amer face à la dégradation de la situation sociale et sécuritaire en RDC.

Dans leur déclaration finale, ils stigmatisent notamment les maux qui minent la société congolaise



Les évêques membres de l'ASSEPKIN appellent au dialogue et au respect mutuel.
PHOTO DROITS TIERS

: la pauvreté, l'insécurité généralisée, les attaques ciblées contre l'Église catholique, ses représentants et ses structures, ainsi que la montée vertigineuse des violences physiques et verbales.

En outre, ils dénoncent les tracasseries routières et fluviales, la multiplication des barrières et taxes, la

corruption dans les milieux éducatifs et les institutions publiques, le retard de paiement des salaires en milieu rural ainsi que l'enclavement de plusieurs localités.

Selon eux, ces actes fragilisent davantage le vivre-ensemble et le climat de paix et de cohésion sociale.

Toutefois, l'Archevêque et

les évêques saluent certains efforts du gouvernement dans l'amélioration des infrastructures routières et de la desserte en électricité, tout en l'encourageant à la poursuite des actions visant à restaurer la paix dans les zones touchées par les miliciens Mobondo.

Autour du Cardinal Archevêque de Kinshasa

Fridolin Ambongo, se sont retrouvés les évêques des diocèses ci-après : Mgr José -Claude Mbimbi (Boma); Mgr José Moko Ekanga (Idiofa); Mgr Donatien Bafuidinsoni (Inongo); Mgr Jean -Pierre Kwambamba (Kenge); Mgr Timothée Bodika (Kikwit); Mgr Jean -Crispin Kimbeni Ki Kanda (Kisantu); Mgr André-Giraud Pindi Mwanza (Matadi), et Mgr Bernard Marie Fansaka (Popokabaka).

Les trois évêques auxiliaires de Kinshasa, Mgr Edouard Tsimba Ngoma, Mgr Edouard Isango Nkoyo et Mgr Charles Ndaka Salabisala y ont également pris part.

Il est à souligner que ces assises ont constitué un temps fort de concertation et de partage autour des défis pastoraux, sociaux et ecclésiaux auxquels l'Église est confrontée dans cette partie du pays.

Muke MUKE

CHANGEMENT DE LA CONSTITUTION

«Le Congo d'aujourd'hui n'est plus celui de 2006», estiment les leaders de Nouvel Élan

Le parti Nouvel Élan d'Adolphe Muzito a officiellement franchi un cap dans le débat sur la réforme institutionnelle en République démocratique du Congo. Réuni le dimanche 17 mai au terrain Assossa, dans la commune de Kasa-Vubu, à Kinshasa, le parti a affiché sans ambiguïté son soutien au changement de la Constitution de 2006, estimant que le texte actuel ne répond plus aux réalités politiques, sécuritaires et économiques du pays.

À travers ce rassemblement populaire marqué par une forte mobilisation militante, chants, slogans et démonstration de force politique, Nouvel Élan entend désormais s'imposer comme l'une des principales voix favorables à une refonte de la loi fondamentale. Dans un contexte national où la question constitutionnelle suscite de vifs débats et de profondes divergences, le parti d'Adolphe Muzito assume une ligne politique claire : celle d'une réforme des institutions adaptée aux nouveaux défis de la RDC.

UNE CONSTITUTION DE 2006 EST NÉE D'UNE PÉRIODE DE TRANSITION

Au cœur des arguments développés par les cadres de Nouvel Élan figure l'idée selon

laquelle la Constitution actuelle reste profondément marquée par le contexte exceptionnel qui avait entouré son élaboration. Pour le secrétaire général du parti, Blanchard Mongomba, le texte de 2006 est né d'une période de transition dominée par les logiques de sortie de guerre, les compromis politiques et les équilibres imposés par les anciennes rébellions armées.

«Le Congo d'aujourd'hui n'est plus celui de 2006», a martelé le dirigeant politique devant des milliers de militants acquis à sa cause. Selon lui, près de vingt ans après l'adoption de cette Constitution, les réalités nationales ont profondément changé, imposant une adaptation du cadre institutionnel.

Dans son argumentaire, Nouvel Élan estime que plusieurs dispositions constitutionnelles montrent aujourd'hui leurs limites dans la gestion de l'État, la stabilité des institutions et l'efficacité de l'action publique. Le parti considère notamment que certaines ambiguïtés dans la répartition des compétences entre le pouvoir central et les provinces alimentent des blocages administratifs et politiques récurrents.

UNE RÉFLEXION DE FOND SUR L'AVENIR DU PAYS

Au-delà du discours

politique, Nouvel Élan tente de donner un contenu concret à son plaidoyer constitutionnel. Le parti défend l'idée d'une réforme capable de renforcer l'autorité de l'État tout en améliorant le fonctionnement de la décentralisation.

Selon les responsables du parti, la future architecture institutionnelle devrait permettre une clarification plus nette des responsabilités entre les institutions nationales, provinciales et locales. Ils plaident également pour une révision de certaines dispositions relatives à la gouvernance foncière, à l'administration publique et à la gestion des finances publiques.

Pour Blanchard Mongomba, le débat sur la Constitution ne devrait pas être réduit à une confrontation politique ou à des intérêts individuels, mais plutôt envisagé comme une réflexion de fond sur l'avenir du pays. Le secrétaire général de Nouvel Élan estime que la RDC a besoin d'institutions «plus fortes, plus cohérentes et davantage tournées vers l'intérêt national».

Dans cette logique, le parti considère que la réforme constitutionnelle pourrait aussi contribuer à améliorer la prise de décision publique et offrir un cadre plus efficace aux politiques de développement.

Nouvel Élan inscrit également son soutien au changement constitutionnel dans une vision plus large de transformation nationale. Le parti estime que les ambitions économiques et sécuritaires affichées par les autorités actuelles nécessitent un appareil institutionnel plus performant et mieux structuré.

Le secrétaire général, Blanchard Mongomba a, notamment, salué plusieurs initiatives engagées sous le président Félix Tshisekedi, particulièrement dans les infrastructures routières, les travaux de modernisation urbaine et certains secteurs sociaux. Pour lui, ces réformes nécessitent désormais un environnement institutionnel capable d'assurer leur continuité et leur efficacité sur le long terme.

Dans un pays confronté à une insécurité persistante dans sa partie orientale, Nouvel Élan estime également que la consolidation de l'État passe par des institutions plus adaptées aux exigences de souveraineté, de sécurité et de gouvernance moderne.

BATAILLE POLITIQUE

Par cette prise de position officielle, Adolphe Muzito et

son parti entrent pleinement dans une bataille politique qui s'annonce déterminante pour les prochains mois. Longtemps abordée avec prudence par plusieurs acteurs politiques, la question du changement de la Constitution devient progressivement un véritable marqueur de positionnement sur la scène nationale.

À travers ses meetings et ses campagnes de sensibilisation annoncées dans plusieurs provinces, Nouvel Élan cherche désormais à structurer un courant favorable à la réforme constitutionnelle et à élargir son influence dans le débat public.

Cette sortie politique intervient dans un climat déjà marqué par une forte polarisation autour de la question institutionnelle. Entre partisans d'une réforme qu'ils jugent nécessaire et défenseurs du maintien de la Constitution actuelle, le débat promet de s'intensifier dans les mois à venir.

En prenant clairement position, Adolphe Muzito tente non seulement de replacer Nouvel Élan au centre du jeu politique national, mais aussi de s'affirmer comme l'un des acteurs majeurs de la réflexion sur l'avenir institutionnel de la République démocratique du Congo.

Jérémy ASOKO

3^{ème} mandat de Fatshi : Denis Mukwege parle d'un danger pour la démocratie

L'opposant congolais Denis Mukwege est monté au créneau face au débat naissant autour d'un éventuel troisième mandat du président Félix Tshisekedi. Dans une déclaration publiée ce lundi 18 mai sur son compte X, il met en garde contre une remise en cause des fondements démocratiques en RD Congo.

Selon lui, l'idée d'une révision constitutionnelle visant à permettre au chef de l'État de briguer un nouveau mandat constitue une menace directe pour la démocratie. «Les principes de base de la



démocratie sont à nouveau en danger en RDC», a-t-il affirmé.

Le prix Nobel de la paix dénonce également un climat

politique qu'il juge préoccupant. Il estime que le pays risque de se retrouver «à la merci d'un homme» et d'une majorité

politique, l'Union sacrée, qu'il accuse de vouloir se maintenir au pouvoir en instaurant un système basé sur le culte de la personnalité, au détriment de l'alternance démocratique.

Denis Mukwege rappelle les dispositions de la Constitution et insiste sur le fait que la souveraineté appartient exclusivement au peuple. Il cite notamment le principe selon lequel aucune personne ni aucun groupe ne peut s'en attribuer l'exercice.

L'opposant appelle ainsi à un sursaut citoyen pour

défendre la Loi fondamentale. Il met particulièrement en avant l'article 220, qui interdit toute révision portant sur le nombre et la durée des mandats présidentiels.

Face à ce qu'il qualifie de débat «explosif», Denis Mukwege exhorte les autorités à faire preuve de responsabilité. «Touche pas à ma Constitution !», a-t-il lancé, appelant les Congolais à rester vigilants pour préserver les acquis démocratiques du pays.

Ezéchiél Monteirious MONTEIRO

«Nous n'avons qu'un seul Congo : servons-le avec conscience et amour»

(Une tribune de Jacques Ikung Mbul, Secrétaire Général de la PEP-AAAP)

Dans une tribune à la fois interpellative, de soutien aux institutions et à la vision du Chef de l'État, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, le patron de l'administration de la plateforme électorale et politique, Alliance des acteurs attachés au peuple, Jacques Ikung Mbul est revenu sur les contours de la bonne gouvernance outre une interpellation aux dirigeants de défendre avec brio la confiance méritée du chef de l'État.

«Gouverner avec conscience, décider avec responsabilité»

En République démocratique du Congo, chaque décision publique représente bien plus qu'un simple acte administratif. Elle influence directement le quotidien de millions de femmes, d'hommes, de jeunes et de familles qui aspirent à un État plus juste, plus efficace et davantage attentif à leurs réalités, appelle-t-il.

«À chaque fois que vous avez l'occasion d'agir au nom de l'État, ayez conscience des conséquences actuelles et futures de votre décision. Ce sont plus de 100 millions de Congolais qui subiront cette décision». Cette réflexion sonne comme un appel solennel à la responsabilité collective.

L'État, ce sont des vies humaines. L'État n'est pas une abstraction. Il ne se résume ni aux institutions ni aux bâtiments administratifs. L'État, c'est le peuple.

Chaque taxe décidée, chaque arrêté signé, chaque fermeture ordonnée ou chaque réforme engagée produit des effets concrets : sur la mère vendeuse au marché, sur le fonctionnaire qui attend son salaire, sur l'étudiant qui rêve d'un avenir meilleur ou encore sur l'entrepreneur qui lutte pour maintenir son activité.

DECIDER, C'EST DONC MESURER
Décider, c'est donc



mesurer : l'impact social ; l'impact économique ; l'impact moral des choix publics.

Gouverner, c'est prévoir. La bonne gouvernance, ne se limite pas à l'exercice de l'autorité. Elle exige également anticipation, dialogue et écoute. Une décision prise sans réflexion peut engendrer frustration et incompréhension. Une réforme mal expliquée risque d'être perçue comme une sanction plutôt qu'une solution.

Le Congo mérite des dirigeants capables d'évaluer les conséquences de leurs choix à court, moyen et long terme. Des responsables publics conscients que la stabilité sociale et la confiance citoyenne sont des biens précieux, fragiles et difficiles à reconstruire lorsqu'ils sont brisés.

LA CONSCIENCE COMME BOUSSOLE DU POUVOIR

Dans un pays de plus de 100 millions d'habitants, la moindre orientation politique peut devenir un tournant historique. C'est pourquoi la

conscience doit demeurer la première conseillère de l'action publique.

Avant toute signature de décret, avant toute annonce de mesure, une question essentielle devrait toujours s'imposer: "Cette décision soulage-t-elle le peuple ou alourdit-elle davantage ses souffrances?"

La grandeur d'un dirigeant ne se mesure pas à l'étendue de son pouvoir, mais à la profondeur de son sens des responsabilités.

UN ENGAGEMENT ENVERS LES GÉNÉRATIONS FUTURES

Agir au nom de l'État, c'est aussi agir pour les générations futures, pour ceux qui ne votent pas encore et pour ceux qui naitront demain.

Les décisions d'aujourd'hui dessinent le Congo de demain : ses routes, ses écoles, son économie, sa cohésion sociale et son avenir collectif.

Le temps est venu d'ancrer chaque action publique dans une véritable culture de responsabilité, de transparence et d'écoute. Car, derrière chaque décision,

il y a un peuple. Et ce peuple mérite mieux que l'improvisation : il mérite la conscience.

SOUTENIR LES INSTITUTIONS ET PRÉSERVER LA CONFIANCE NATIONALE

Appuyons les institutions de la République et préservons avec responsabilité la confiance placée dans les dirigeants par le peuple souverain. Sous la conduite de son Excellence, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, Président de la République et Chef de l'État. Chaque acteur public est appelé à servir la nation avec loyauté, discipline et efficacité.

Une seule mère patrie : la République démocratique du Congo. Plus d'une dizaine d'années, il y a lieu de revoir, il y a lieu de repenser à sa réadaptation. La patrie et son peuple en ont besoin. Acteur du peuple aujourd'hui ; Acteur du peuple demain ; Acteur du peuple pour toujours.

Jacques Ikung Mbul
Secrétaire Général des
Acteurs du Peuple (PEP-
AAAP)

FORUM DES AS

Quotidien d'informations

15/C, 11^{ème} Rue
Limete/Industriel
forumdesas2001@gmail.com
www.forumdesas.cd
Id. Nat. M 59842 H
Editeur Responsable
BONGO BOVERY

Directeur de Publication
Didier KEBONGO
(+243 82 47 89 795)

Directeur de la Rédaction
Kléber KUNGU

Rédacteur en chef
Yves KALIKAT

Rédaction centrale
Didier KEBONGO
Yves KALIKAT
Kléber KUNGU
Mathy MUSAU
Fyfy-Solange TANGAMU
Christian-Timothée
MAMPUYA
Gloire BATOMENE
Jérémie ASOKO

Collaborateurs extérieurs
Muke MUKE
César IPOKA
Tricya MUSANSI

Kananga
Félix MULUMBA Kalemba
Ituri
Héritier TIMOLO
Nord-Kivu
Pascal NDUYIRI
Lubumbashi
Patient MBY

Service Administratif
et Financier
Sylvain MPONO

Publication assistée
par ordinateur (PAO)
Jacques LUSIMANU
Aimé NSIMBA

Webmaster & Edition
électronique
David BABOMBWA
Distribution
Nico MBENGA
MASAMUNA

Fonction publique : le ministère reprend la main sur la maîtrise des effectifs

Le Vice-Premier ministre de la Fonction publique a présenté, hier lundi 18 mai, au cours d'un briefing presse qu'il a co animé avec le ministre de la Communication et Médias, Patrick Muyaya, le rapport intitulé «*La Fonction publique en chiffres*», un document inédit, destiné à présenter d'une manière transparente et documentée, la situation de toutes les ressources humaines de l'Etat. Il s'agit en fait selon Jean-Pierre Lihau, d'une «*photographie de la Fonction publique congolaise*» telle qu'elle se présente aujourd'hui avec des données fiables qui aident à préparer sereinement l'avenir du pays.

Depuis son avènement à la tête de ce ministère casse-tête, Lihau s'emploie à sortir l'administration publique de l'opacité statistique qui prévalait depuis des décennies. «*Depuis très longtemps, notre administration publique a évolué dans une opacité sans précédent, au point que nous décidions sans précision*», déplore-t-il. A force de jeter toute son énergie dans ce travail, les résultats sont là, même si le VPM de la Fonction



publique reconnaît que tout n'est pas encore rose.

D'après ce rapport, il y a eu plus d'un million d'agents de l'Etat rémunérés sur plus de deux millions recensés en 2025 en RDC. Au moins un million huit cent soixante-sept mille agents de l'Etat (74%), ont été rémunérés sur deux millions cinq cent un mille recensés en 2025.

Le VPM explique que les effectifs rémunérés par le trésor commencent à baisser : ils sont passés d'un million huit cent cinquante mille en 2020 à un million sept cent vingt-sept mille en 2024, avant de remonter à un million huit cent

soixante-sept mille en 2025, essentiellement grâce aux mécanisations supplémentaires des enseignants.

2018-2020 : UNE GESTION CATASTROPHIQUE DES RESSOURCES HUMAINES

Jean-Pierre Lihau parle de la période 2018-2020 comme étant celle où il y a eu un recrutement de 1,29 million d'agents, une masse jugée largement supérieure aux besoins réels. Mais depuis, le ministère assure avoir repris la main sur la maîtrise des effectifs et de la masse salariale. «*Notre objectif*

principal, tel que défini par le Président de la République au travers du 6^{ème} axe de sa vision, demeure de remettre l'administration congolaise sur les rails de la moralité afin qu'elle soit en mesure de fournir des prestations de qualité aux citoyens et de rendre les services publics plus efficaces», s'est exprimé le patron des ressources humaines de l'Etat.

MISE À LA RETRAITE ACCÉLÉRÉE

Entre 2011 et 2020, les données de la CMRAP indiquent que seuls 923 agents avaient été admis à la retraite. En cinq ans, 17 200 l'ont été. Le ministère annonce 1 200 départs supplémentaires la semaine prochaine et 3 000 le mois suivant.

DES SALAIRES MULTIPLIÉS PAR 3 À 4 DEPUIS 2019

Le volet rémunération montre une revalorisation sensible. Entre 2019 et 2025, le salaire moyen des agents de carrière du régime général est passé de 147 050 FC en 2019 à 448 684 FC en 2025, soit une augmentation de près de trois fois. Pour les militaires, policiers et services de

sécurité, il a été multiplié par 4, passant de 144 345 FC à 511 374 FC.

Dans la justice, la moyenne grimpe de 653 196 FC à 2 605 667 FC. Chez les enseignants, elle passe de 176 540 FC à 309 845 FC, soit près du double par rapport à 2019. Pour la même période, la rémunération du personnel diplomatique double, de 4 977 592 FC à 8 401 380 FC.

Au total, la rémunération moyenne de l'ensemble des agents publics est passée de 125 999 FC en 2016 à 516 465 FC en 2025, soit une multiplication par 4,1.

Le VPM Jean-Pierre Lihau, explique qu'à travers ces statistiques, le gouvernement vise à bâtir une administration publique moderne, fondée sur la transparence des chiffres. Il rappelle que cette réforme entend sortir l'administration des sentiers battus, en mettant fin aux difficultés liées à la gestion des ressources humaines de l'Etat.

En un mot comme en cent, une marche vers le progrès est enclenchée, le devoir commun des Congolais c'est de faire qu'elle ne s'arrête plus jamais.

FDA

Les leaders de l'opposition attendus ce mardi à Kinshasa pour défendre l'ordre constitutionnel

Face aux débats d'actualité autour d'un éventuel changement de la Constitution en République démocratique du Congo, plusieurs figures de l'opposition affichent désormais un front commun pour défendre l'ordre constitutionnel et barrer la route à toute initiative susceptible d'ouvrir la voie à un troisième mandat présidentiel.

Dans cette dynamique, les grands leaders de l'opposition congolaise sont attendus ce mardi 19 mai à la salle Boboto, à Kinshasa, pour une importante mobilisation politique consacrée à la défense de la Constitution et des principes démocratiques.

En première ligne, Jean-Marc Kabund a réaffirmé son opposition catégorique à toute modification de la Loi fondamentale, qu'il considère

comme «*le socle, notre protection et notre avenir*».

Dans un message aux accents mobilisateurs, l'ancien président intérimaire de l'Assemblée nationale a dénoncé toute tentative de changement de la Constitution, tout projet de balkanisation du pays ainsi que toute perspective de présidence à vie.

«*Ne touche pas à ma Constitution*», martèle-t-il, érigeant le respect de l'ordre constitutionnel en ligne rouge face aux ambitions prêtées au pouvoir de Félix Tshisekedi.

"DIVISÉE HIER, L'OPPOSITION UNIE POUR DÉFENDRE LA RÉPUBLIQUE"

Selon plusieurs cadres de l'opposition, l'objectif est désormais clair : faire barrage à toute réforme constitutionnelle jugée



dangereuse pour la stabilité démocratique et l'alternance politique en RDC.

Longtemps fragmentée par des rivalités internes et des ambitions divergentes, l'opposition congolaise tente aujourd'hui d'afficher une image d'unité autour de la défense de la République et des institutions.

«*Hier, l'opposition était divisée. Aujourd'hui, elle est*

unie pour défendre la République», résumant plusieurs acteurs engagés dans cette dynamique de rassemblement.

Dans cette nouvelle configuration, les leaders de l'opposition assurent avoir choisi de mettre de côté leurs ambitions personnelles afin de faire front commun autour du respect de l'ordre constitutionnel et des principes

démocratiques.

La rencontre prévue à la salle Boboto devrait ainsi servir de tribune politique commune aux principales figures de l'opposition, déterminées à afficher leur cohésion face aux enjeux institutionnels actuels.

En parallèle, Jean-Marc Kabund continue de plaider pour un dialogue national «*sincère et inclusif*», présenté comme une voie susceptible d'apaiser les tensions politiques dans un climat marqué par les interrogations autour de l'avenir institutionnel du pays.

À mesure que le débat constitutionnel prend de l'ampleur, l'opposition congolaise entend désormais parler d'une seule voix pour défendre ce qu'elle considère comme les fondements démocratiques de la RDC.

Jérémie ASOKO

Epidémie d'Ebola: l'EAC redoute une propagation régionale

La Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) a lancé, hier lundi 18 mai, un appel pressant à ses États membres pour renforcer immédiatement leurs dispositifs de riposte après la résurgence de l'épidémie d'Ebola dans l'est de la République démocratique du Congo et l'apparition de cas confirmés en Ouganda voisin. Face au risque d'une propagation transfrontalière rapide, l'organisation régionale exige une mobilisation sanitaire coordonnée dans toute la sous-région.

Dans un communiqué publié depuis son siège d'Arusha, en Tanzanie, l'EAC a demandé aux pays membres «d'intensifier la surveillance, renforcer la préparation d'urgence et la coordination transfrontalière» afin de contenir cette nouvelle flambée du virus Ebola du variant Bundibugyo, une souche très contagieuse à la létalité élevée et particulièrement dangereuse en raison de l'absence actuelle de vaccin ou de traitement spécifiquement homologué.

L'épidémie, officiellement déclarée le 15 mai par les autorités sanitaires congolaises, touche principalement la province de l'Ituri, dans le nord-est de la

RDC, une région stratégique située à proximité immédiate des frontières avec l'Ouganda et le Soudan du Sud. Les zones de Mongwalu et Rwampara figurent parmi les principaux foyers recensés, tandis que des cas suspects ont également été signalés à Bunia, chef-lieu de la province et important centre de transit régional.

ENVIRON 246 CAS SUSPECTS ET 65 DÉCÈS ENREGISTRÉS AU 15 MAI

Selon des chiffres relayés par l'organisation régionale, environ 246 cas suspects et 65 décès avaient déjà été enregistrés au 15 mai. Sur les 20 échantillons analysés, 13 se sont révélés positifs au virus Ebola, dont quatre



Agents de santé en équipements de protection individuelle lors d'une opération de désinfection dans la zone de santé de Bulape, pendant la riposte à l'épidémie d'Ebola.
PHOTO DR JEAN PAUL MBANTSHI

décès confirmés.

L'Ouganda, frontalier direct de la zone affectée, a déjà confirmé deux cas liés à des voyageurs en provenance de RDC. L'un des patients est décédé à Kampala, la capitale ougandaise, ravivant les craintes d'une dissémination rapide du virus à travers les corridors commerciaux et migratoires de la région.

«Compte tenu du niveau

élevé de circulation des personnes et des marchandises dans notre région, une préparation coordonnée et un partage rapide des informations sont essentiels pour prévenir une transmission transfrontalière», a averti Andrea Aguer Ariik Malueth, vice-secrétaire général de l'EAC chargé des infrastructures et des secteurs sociaux et

politiques.

Face à cette menace sanitaire, l'organisation régionale appelle les États membres à activer sans délai leurs plans nationaux et transfrontaliers de préparation, à renforcer le dépistage sanitaire aux postes frontaliers et à équiper davantage les équipes médicales et les unités de réponse rapide.

L'EAC a également annoncé l'activation de son réseau régional mobile de laboratoires afin de soutenir les opérations de surveillance et de diagnostic le long de la frontière congolaise, considérée comme l'un des points névralgiques de la riposte.

AUCUN VACCIN APPROUVÉ CE VARIANT BUNDIBUGYO

Cette nouvelle flambée constitue la 17^{ème} épidémie d'Ebola enregistrée en République démocratique du Congo depuis la découverte du virus en 1976 près de la rivière Ebola, dans l'actuelle province de l'Équateur. Mais cette fois, les inquiétudes sont renforcées par la nature même de la souche Bundibugyo, beaucoup moins fréquente que la souche Zaire et pour laquelle aucun vaccin ni traitement approuvé n'est actuellement disponible.

Au-delà du défi sanitaire, cette résurgence remet brutalement en lumière la fragilité des systèmes de santé dans la région des Grands Lacs, où les conflits armés, les déplacements massifs de populations et la porosité des frontières compliquent considérablement les efforts de surveillance et de riposte.

Dans un contexte de forte mobilité humaine et commerciale entre la RDC et ses voisins, les autorités sanitaires régionales redoutent désormais une amplification de la crise si des mesures rigoureuses ne sont pas appliquées rapidement. La bataille contre Ebola se joue désormais autant dans les centres de santé que dans la capacité des États à coordonner efficacement leurs réponses face à une menace qui dépasse les frontières nationales.

Jérémie ASOKO

Ebola: le ministre Samuel Roger Kamba alerte sur une situation sanitaire inquiétante en Ituri

Le ministre de la Santé publique, Samuel Roger Kamba, est en Ituri depuis le dimanche 17 mai dans un contexte sanitaire particulièrement préoccupant marqué par une recrudescence des cas suspects d'Ebola.

Face à l'évolution de la situation, le Gouvernement intensifie la riposte afin de contenir rapidement la propagation de cette maladie redoutable qui suscite déjà une vive inquiétude au sein des populations locales.

Dans son intervention, le ministre de la Santé a dressé un état des lieux alarmant de la situation épidémiologique. Selon lui, 59 malades sont actuellement pris en charge dans les structures sanitaires mobilisées pour la riposte. Le nombre total de cas suspects avoisine désormais les 350, tandis que 91 décès probables ont déjà été signalés.

«Nous avons 59 malades qui sont activement pris en



Le ministre de la Santé publique, Samuel Roger Kamba.
PHOTO DROITS TIERS

charge actuellement. Au total, nous sommes autour de 350 cas suspects. On se prépare à avoir des centres de traitement sur les trois sites pour pouvoir élargir nos

capacités. En termes de décès, 91 décès déclarés. Mais, ce sont des décès probables», a soutenu le ministre Samuel Roger Kamba.

Sur place, les autorités sanitaires travaillent à renforcer les capacités de prise en charge médicale avec l'installation prochaine de nouveaux centres de traitement dans les zones les plus touchées.

Cette stratégie vise notamment à accélérer l'isolement des cas suspects, améliorer le suivi des contacts et limiter la propagation du virus.

La présence du ministre de la Santé en Ituri traduit la volonté du gouvernement de suivre personnellement l'évolution de la situation et de rassurer les populations sur l'engagement de l'État dans cette lutte sanitaire.

Alors que la vigilance reste maximale, les équipes médicales, les partenaires sanitaires ainsi que les autorités provinciales multiplient les efforts pour éviter une flambée épidémique de grande ampleur dans cette partie du pays.

César IPOKA

Ebola: «Cela va prendre du temps, mais on va vaincre», affirme le professeur Jean-Jacques Muyembe

Jean-Jacques Muyembe est une figure mondiale de la virologie. Congolais, il fait partie de l'équipe qui a co-découvert le virus Ebola en 1976. Depuis, il a géré l'épidémie après l'épidémie en RDC, souvent dans des zones de guerre, parfois en véhicule blindé. Ce lundi, le directeur de l'Institut national de recherche biomédicale (INRB) de Kinshasa répond aux questions de Patient Ligodi sur cette dix-septième épidémie. Il exprime un regret : la détection trop tardive. Et lance un avertissement : personne ne connaît encore l'ampleur réelle de ce qui se passe en Ituri.

RFI: Quand on est l'Institut national de recherche biomédicale (INRB), comment gère-t-on une épidémie dans une zone qui est contrôlée par la rébellion ? Est-ce facile pour vous de pouvoir recevoir les échantillons et faire les suivis comme il le faut, sachant qu'administrativement et politiquement, il y a des défis ?

Jean-Jacques Muyembe: Nous avons eu cette expérience en 2018-2020, quand nous avons géré l'épidémie à Mangina, Beni et Butembo. C'était vraiment un grand défi. C'est le plus grand défi, je peux dire, de ma vie, de pouvoir travailler sur un terrain miné par des groupes armés. Mais on parvient toujours à s'entendre, à trouver des solutions pour que le travail

puisse se faire dans les meilleures conditions possibles. D'ailleurs, pendant l'épidémie, par exemple, de Beni et Mangina, nous avions perdu un médecin de l'OMS qui a été assassiné, nous avons également perdu une infirmière à Biakato, qui a été attaquée par des groupes armés en pleine nuit. Ils sont entrés dans le dortoir où se trouvaient nos agents et ils ont massacré et blessé beaucoup de personnes là-dedans. Donc, c'est un grand risque.

D'ailleurs, moi-même, quand je parlais là-bas, je circulais dans un véhicule blindé parce que vous faites la route de Beni à Butembo, la route la plus dangereuse du monde. Donc il faut avoir un véhicule blindé ou bien des hélicoptères qui ont des mitrailleuses. C'était à l'époque de la Monusco. Maintenant, je ne sais pas

comment nous allons faire, mais je crois que le ministre va donner des instructions pour que l'on utilise le personnel local. Au lieu de prendre des personnels de Kinshasa – la logistique serait très compliquée –, il vaut peut-être mieux utiliser le personnel local pour avoir la confiance de la population, vous voyez ? Parce que quand nous travaillions là-bas, même nous qui venions de Kinshasa, on nous appelait les étrangers. Alors, j'ai dû changer de stratégie pour donc engager les enfants et le personnel local, pour avoir confiance en la population et travailler en toute confiance avec eux.

Il y a également Kinshasa. On sait qu'il y a une connexion aérienne entre Bunia et Kinshasa. Il y a eu dans un premier temps un premier cas qui a été signalé comme étant positif.

Pour les cas qui étaient venus de Bunia, c'était un cas qui était parti à l'enterrement de son père décédé à Bunia. Puis, quand il est revenu, quand on a commencé à parler de cette épidémie, il est venu se présenter spontanément à l'INRB pour faire le test. Mais le test est



Le professeur Jean-Jacques Muyembe à l'Institut national de recherche biomédicale (INRB) à Kinshasa, le 4 mars 2023. PHOTO DROITS TIERS

négatif. Pour le moment, il est gardé en surveillance.

Eu égard au niveau de propagation, à ce qu'on sait de cette épidémie, s'il y a des actions urgentes à faire pour limiter la propagation et l'évolution de cette épidémie, que faut-il faire ?

Franchement, pour le moment, personne ne peut donner un chiffre. Personne n'a la maîtrise des chiffres. On ne peut pas dire combien de cas il y a, combien de contacts, combien de décès d'Ebola. Ils sont en train de travailler. Maintenant, on va faire la liste linéaire de tous les cas suspects et

tracer s'il y a des liens entre ces cas. Nous saurons exactement quelle est l'ampleur du problème. Mais pour le moment, c'est simplement la panique parce qu'on dit que c'est une souche nouvelle. En fait, elle n'est pas si nouvelle que cela. Ce n'est pas la souche la plus meurtrière. Même les organismes internationaux doivent mettre un peu d'eau dans leur vin, se calmer et attendre que les premières investigations nous disent exactement quand cette maladie a commencé, combien de cas, quels sont les contacts, et ainsi de suite. Nous commencerons alors à parler de l'ampleur de l'épidémie. **RFI.fr**

Ebola en Ituri : faible respect de mesures barrières par la population de Bunia

Alors que les autorités provinciales et sanitaires ne cessent d'appeler la population de l'Ituri à faire preuve de vigilance et à respecter strictement les mesures barrières, En Bunia chef-lieu de cette province, ces mesures semblent négligées par un grand nombre de la population.

Selon un constat fait hier lundi 18 mai par Forum des As, ces mesures ne sont pas du tout respectées. Si certaines personnes se préservent en achetant des masques, d'autres, par contre, semblent ne pas croire à l'existence de cette

épidémie. Le lavage de mains dans des lieux publics comme aux parkings n'est pas vraiment respecté, la population continue à se serrer la main comme à la normale. Le non-respect de ces mesures pourrait aggraver la propagation de la maladie. «La mesure n'est pas encore respectée. Certaines personnes ne croient pas aussi à l'existence de cette maladie», a déclaré un chauffeur Fina sous couvert d'anonymat.

DES DISPOSITIFS NON MIS EN PLACE SUR LES ROUTES ET BARRIÈRES

Le constat reste amer sur



Une vue du boulevard de libération de la ville de Bunia, chef-lieu de la province de l'Ituri. PHOTO DROITS TIERS

la route nationale numéro 27 (RN27) axe Bunia-Komanda. Aucun dispositif sanitaire n'est observé à ces jours sur différentes barrières de cet axe routier. Une situation qui pourrait également entraîner la propagation rapide de la maladie à virus d'Ebola dans d'autres parties de la province de l'Ituri notamment dans les territoires d'Irumu et de Mambasa ainsi que dans la province du Nord Kivu. Face à cette urgence sanitaire, la population est appelée à faire preuve de vigilance et à respecter strictement les mesures barrières afin de lutter efficacement contre cette maladie.

Héritier TIMOLO

FACE À LA RÉSURGENCE DE L'ÉPIDÉMIE D'EBOLA

L'OMS déploie plus de 5 tonnes de matériels sanitaires et de médicaments en Ituri

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) vient de déployer plus de 5 tonnes de matériels sanitaires et médicaments pour lutter efficacement contre la maladie à virus Ebola dans la province de l'Ituri. Ce premier lot des dispositifs sanitaires était arrivé le dimanche 17 mai à Bunia, chef-lieu de cette province.

Devant la presse, Mme Anne Anicia, représentante de l'OMS en République démocratique du Congo, a indiqué que, ces matériels composés essentiellement



Des matériels sanitaires et médicaments déployés par l'OMS pour lutter contre Ebola en Ituri. PHOTO DROITS TIERS

des kits sanitaires constituent la première réponse pour lutter contre cette maladie.

«Aujourd'hui l'OMS, en collaboration avec le programme alimentaire

mondial (PAM), a affrété deux avions. Un avion qui a amené 5 tonnes de matériels pour la première réponse. Des kits de prévention et de contrôle désinfection dont des masques, chapeaux pour que les professionnels de santé ne soient pas affectés et qu'ils n'affectent pas eux-mêmes la population. Nous avons également amené du clore pour bien nettoyer les infrastructures de santé», a-t-elle déclaré.

Elle a, par ailleurs, annoncé la construction des infrastructures sanitaires spécifiques pour la prise en charge des personnes affectées par l'épidémie.

«Nous allons devoir avoir des infrastructures de santé qui sont spécifiquement dédiées à la prise en charge des cas. Nous avons amené des lits, des matelas et des matériels pour bien isoler ces infrastructures de santé. Donc nous pensons à la protection de personnel de santé et à la protection de la population et des malades», souligne-t-elle.

Face à cette urgence sanitaire, l'OMS appelle la population à rester vigilante et à respecter strictement les mesures barrières afin de limiter la propagation de cette maladie.

Héritier TIMOLO en Ituri

Alerte maximale face au retard de détection du virus d'Ebola en Ituri

Le retard de près de six semaines dans l'identification de l'épidémie d'Ebola de souche Bundibugyo en République démocratique du Congo révèle de graves failles dans le système de surveillance sanitaire. Le virologue Jean-Jacques Muyembe dénonce une détection tardive liée notamment aux limites des analyses dans certains laboratoires.

Cette situation traduit une responsabilité collective impliquant les services de santé et certains acteurs locaux. Durant cette période, le virus a pu circuler calmement, compliquant la

riposte et favorisant la propagation dans plusieurs zones affectées.

À Goma, un cas confirmé concerne une femme liée à un foyer de contamination à Bunia, où son mari est décédé. Les équipes sanitaires poursuivent activement le suivi des contacts afin de contenir la chaîne de transmission.

Les rumeurs évoquant un cas à Kinshasa ont été vite démenties, les tests réalisés s'étant révélés négatifs. Cette clarification vise à éviter toute panique et à concentrer les efforts sur les zones réellement touchées.

La souche Bundibugyo présente un taux de mortalité



estimé à environ 30%. Malgré une létalité moins élevée que celle de la souche Zaïre, aucun vaccin ni traitement homologué n'est encore disponible, ce qui rend les mesures de prévention

essentielles.

En Ituri, environ 350 cas suspects ont été recensés, dont 59 patients actuellement pris en charge dans des structures sanitaires. Le bilan provisoire fait également état

de 91 décès probables, confirmant la gravité de la situation.

Face à cette évolution, les autorités sanitaires prévoient l'ouverture de nouveaux centres de traitement afin de renforcer les capacités de prise en charge et d'améliorer la réponse à l'épidémie.

Dans le territoire de Mambasa, le médecin chef de zone, Yunga Abedi, appelle au respect strict des mesures préventives et au renforcement des contrôles sanitaires, notamment sur les axes routiers stratégiques, pour détecter rapidement les cas suspects et limiter la propagation du virus.

Pascal NDUYIRI

Aucun cas de virus Ebola enregistré à Kinshasa, déclare l'Insp

L'Institut National de Santé Publique (INSP), à travers le Centre des Opérations d'Urgence de Santé Publique (COUSP), informe l'opinion publique qu'aucun cas confirmé de la maladie à virus Ebola n'a été enregistré à Kinshasa à ce jour.

Contrairement aux informations relayées sur les réseaux sociaux et dans certains canaux de communication, aucune déclaration officielle n'a été faite concernant la présence de cas confirmés d'Ebola



dans la ville-province de Kinshasa.

L'INSP rappelle qu'à travers le COUSP, il demeure la structure technique nationale de référence habilitée à assurer la coordination des informations relatives aux urgences de santé publique en République démocratique du Congo.

À cet effet, la population est invitée à se référer exclusivement aux communications officielles émanant du Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévoyance Sociale ainsi que de l'INSP pour toute

information fiable et vérifiée.

L'INSP appelle également chacun à faire preuve de responsabilité et de vigilance en évitant la diffusion de fausses informations susceptibles de créer la psychose et la panique au sein des communautés.

Les équipes techniques restent pleinement mobilisées et poursuivent la surveillance épidémiologique sur l'ensemble du territoire national afin d'assurer une réponse rapide, coordonnée et efficace face à toute alerte sanitaire.

FST

Des médecins russes forment 70 professionnels de santé à Kinshasa et à Kisangani

L'équipe de la mission d'Ekaterina Glok de la Fédération de Russie, a effectué une mission du 1^{er} au 14 mai. Au cours de cette mission, des médecins et des professionnels de santé russes ont travaillé à Kinshasa et à Kisangani, où ils ont effectué des interventions chirurgicales, assuré des consultations, assisté des accouchements, dispensé des soins d'urgence, formé leurs collègues locaux aux méthodes pratiques modernes et distribué une aide humanitaire à la population vulnérable.

L'un des temps forts de cette mission a été le travail d'Andrey Baïtinguer, chirurgien plasticien de la main et des nerfs périphériques. À Kinshasa, il a réalisé une opération de transfert de nerfs sur une fillette de 2 ans atteinte de paralysie obstétricale, également connue sous le nom de paralysie de Duchenne-Erb. Une première

en RDC selon les autorités sanitaires congolaises.

«Pour nous, il était important non seulement de venir et de réaliser des opérations complexes, mais aussi de le faire en collaboration avec les médecins locaux. À Kinshasa et à Kisangani, nos spécialistes ont réalisé des interventions qui n'avaient jamais été pratiquées ici auparavant, sauvé des femmes dans des états critiques, opéré des enfants et consulté des centaines de patients. Mais le principal résultat, ce sont les connaissances et les compétences qui restent sur place chez nos collègues et qui continueront d'aider les gens après notre départ», a souligné la chef de mission d'Ekaterina Glok.

AU-DELÀ DE LA FORMATION PARTAGE DE COMPÉTENCE

Le volet transfert des compétences était l'un des principaux axes de la mission. Les spécialistes russes ne se



Photo de famille des médecins russes et des professionnels de santé congolais. PHOTO DROITS TIERS

sont pas contentés de recevoir des patients et de pratiquer des opérations, mais ont également travaillé aux côtés de leurs collègues congolais : ils leur ont expliqué le déroulement des interventions, analysé ensemble des cas cliniques, leur ont montré les approches diagnostiques et chirurgicales, et ont discuté de la prise en charge postopératoire des patients.

Au total, 70 spécialistes

congolais ont suivi cette formation. Ils ont bénéficié non seulement de la théorie mais aussi de la pratique. La formation s'est déroulée en salle d'opération, lors de consultations, pendant des examens échographiques, lors de l'analyse de cas d'urgence et dans le cadre de la prise en charge conjointe des patients.

La délégation russe était composée de 10 médecins et professionnels de santé

issus de différentes régions de Russie. Les activités se sont déroulées dans les domaines de chirurgie, chirurgie pédiatrique, obstétrique et gynécologie, urologie, oncologie, oto-rhino-laryngologie, pédiatrie, échographie, anesthésiologie et réanimation. Au total l'équipe russe a réalisé 27 opérations, dispensé 556 consultations, assisté à trois accouchements et formé 70 professionnels de santé congolais.

Par ailleurs, l'équipe russe a travaillé en étroite collaboration avec le député de l'Assemblée nationale, membre du groupe d'amitié RDC-Russie, le docteur Honorable Laddy Yangotikala. Le député national congolais a apporté un soutien considérable à la délégation russe dans la préparation et la mise en œuvre des activités de la mission humanitaire dans les établissements de santé de Kinshasa et de Kisangani.

Fyfy Solange TANGAMU

Le think tank Stimson Center : le Maroc est un partenaire géopolitique majeur pour l'Europe, l'Afrique et les Etats Unis

Le rapport d'analyse stratégique publié le 15 mai 2026 par le Stimson Center met en lumière la trajectoire singulière du Maroc : une puissance émergente à l'intersection de l'Atlantique, de la Méditerranée et du Sahel.

INFLUENCE DIPLOMATIQUE CROISSANTE

Le prestigieux think tank américain décrit l'appui international au plan marocain d'autonomie comme facteur déterminant de l'aura diplomatique du Royaume. Dans cette perspective, les États-Unis maintiennent un soutien continu et structurel à la souveraineté marocaine sur le Sahara, réaffirmant les acquis diplomatiques clés qui ancrent la position de Washington.

Parallèlement, la position marocaine bénéficie d'une

dynamique multilatérale favorable, caractérisée par un soutien croissant de l'initiative marocaine d'autonomie de la part de nombreux pays à travers le monde. Cette adhésion internationale élargie valide la proposition de Rabat comme la seule base réaliste et crédible pour clore définitivement ce différend régional.

Ce ralliement diplomatique progressif confère au Royaume une latitude accrue pour déployer sa politique étrangère et approfondir l'intégration de ses provinces méridionales.

UNE MUTATION ÉCONOMIQUE PROFONDE

Cette assise diplomatique s'adosse à une transformation profonde du modèle économique marocain. Le pays opère une rupture avec un modèle économique traditionnel afin de se

positionner sur des segments industriels et technologiques à forte valeur ajoutée.

Cette dynamique est illustrée notamment par son ascension comme premier constructeur automobile d'Afrique, sa maîtrise des chaînes de valeur des minéraux critiques et ses investissements d'envergure dans les énergies renouvelables et l'hydrogène vert. Il ressort que cette modernisation industrielle et la transition bas-carbone redéfinissent l'attractivité du Royaume vis-à-vis des investissements directs étrangers (IDE).

En outre, cette reconfiguration économique trouve son prolongement direct dans les investissements massifs réalisés dans les provinces du Sud. Ces régions ne sont plus de simples territoires en développement, mais de

véritables plateformes économiques africaines et un axe stratégique majeur résolument tourné vers l'Atlantique et l'Afrique subsaharienne.

Le développement d'infrastructures portuaires et industrielles de premier plan dans ces provinces matérialise l'ambition atlantique du Maroc, transformant le Sahara en un corridor commercial fluide et un pont logistique indispensable reliant l'Europe et le reste du continent africain.

PARTENAIRE CLÉ DANS LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET L'IMMIGRATION CLANDESTINE

Sur le plan de la sécurité régionale, le rapport américain dépeint le Royaume chérifien comme un acteur pivot et un rempart indispensable dans la lutte contre le terrorisme et la

gestion de l'immigration clandestine.

Face à la menace terroriste, le Maroc déploie une stratégie multidimensionnelle combinant une approche sécuritaire et de renseignement hautement efficace, à une politique de déconstruction de l'idéologie radicale par la formation des imams et la promotion d'un islam du juste milieu. En matière de flux migratoires, Rabat assume une double responsabilité de régulateur et de partenaire stratégique pour l'Europe.

À cet égard, le pays mobilise des ressources financières et humaines considérables pour démanteler les réseaux de traite humaine, tout en menant une politique nationale d'intégration qui régularise la situation de milliers de migrants subsahariens.

M.E

Zéro droit de douane : une aubaine pour la RDC de diversifier ses exportations vers la Chine

C'est depuis le 1^{er} mai que les produits de 53 pays africains peuvent entrer en Chine en franchise de douane. Comme l'avait promis la Chine lors du dernier sommet de l'Union africaine en février dernier à Addis-Abeba. «À compter du 1^{er} mai 2026, la Chine mettra pleinement en œuvre une mesure de zéro droit de douane à l'égard des 53 pays africains ayant des relations diplomatiques avec elle», avait annoncé le président chinois Xi Jinping.

Cette mesure est une opportunité pour les pays du continent de pouvoir exporter les produits-matières premières ou produits transformés vers la Chine. Elle durera deux ans et sera en vigueur jusqu'au 30 avril 2028. Les pays africains bénéficiaires ne sont pas tenus d'appliquer la réciprocité. Ainsi, la Chine devient la première grande économie à offrir unilatéralement un traitement tarifaire nul et intégral à tous les produits venant de l'Afrique. En RDC, l'Agence nationale de promotion de l'exportation (Anapex) salue cette initiative de la Chine. En effet, cette politique est une aubaine pour la RDC qui cherche à diversifier ses exportations. D'autant plus que les échanges entre la RDC et la Chine sont plus basés sur les minerais.

«Avec le zéro droit de douane, les entrepreneurs

congolais vont pouvoir exporter des produits agro-alimentaires tels que le maïs, le cacao, le café, la banane, etc., vers le géant asiatique à moindre coût. L'avantage est que les produits seront vendus à des prix abordables, vu que les charges liées à la douane ne seront pas incluses sur ces marchandises. Il n'y aura que les frais liés au transport et à la logistique, contrairement à d'autres territoires où il faut payer 50, 75 voire 80% de la valeur de la marchandise. Avec cette mesure les produits congolais seront plus compétitifs et peuvent affronter la concurrence sur le marché chinois qui accueille beaucoup de produits», a indiqué Landry Kinkani, Directeur en charge des Etudes et Planification à Anapex.

Pour lui, cette diversification pourrait avoir un impact sur l'équilibre des échanges commerciaux entre la Chine et la RDC. Les liquidités apporteront une incidence sur la croissance économique du pays. «Le fait de se conformer aux standards internationaux appellent à un certain nombre de technologie, cela suscitera parallèlement une création d'emplois, parce que vendre sur le marché international nécessite un respect des normes».

DEVENIR UN PARTENAIRE DE LA VALEUR AJOUTÉE

Toutefois, pour parvenir à rééquilibrer les échanges,

entre l'Afrique et la Chine, Christian Mbayo, professeur des Universités à l'Université de Kinshasa et Secrétaire Chargé de l'Enseignement au Département de Gestion de la faculté des Sciences économiques et de gestion, estime que les pays africains en générale et la RDC en particulier sont appelés à faire évoluer la nature de leurs exportations constituées essentiellement de matières premières. «Cela implique une valorisation locale via la transformation des ressources naturelles localement», argumente l'enseignant.

Selon des données publiées durant le mois en cours par l'administration générale des douanes chinoises. Les exportations de l'empire du Milieu vers les pays africains ont augmenté de 28 % entre le 1^{er} janvier et le 30 avril, à 81,82 milliards de dollars. Durant la même période, les importations chinoises en provenance du continent ont atteint 45,02 milliards de dollars, un montant en hausse de 14,5% par rapport aux quatre premiers mois de 2025.

«La politique de zéro droit de douane aux pays africains initiée par la Chine permet aux produits africains d'être plus compétitifs, cependant l'Afrique en général et la RDC en particulier ne doivent pas rester des partenaires du brut mais plutôt chercher à devenir des partenaires de la valeur ajoutée. Cela implique un processus de transformation interne. En

RDC par exemple avec le lithium dans le Tanganyika, nous pouvons avoir des usines afin de produire localement des batteries. Comme avec le cuivre où nous avons eu une première transformation. En effet, transformer valorise et permet de jouer sur le marché international. Celui qui vend du brut vend peu et ne sait pas se faire un beau revenu», a précisé le professeur des Universités.

OCCASION D'IMPULSER LE PROGRAMME "LA REVANCHE DU SOL SUR LE SOUS-SOL"

«Le fait que la Chine nous ouvre son marché est à notre avantage, ajoute-t-il. Aussi nous devons saisir cette opportunité pour créer des filières complète de nos produits pas que miniers mais également agricoles, car les Chinois sont des grands consommateurs. C'est l'occasion d'impulser le programme "La revanche du sol sur le sous-sol" prôné par Chef de l'Etat. Produire en quantité pour exporter nos produits agricoles ce qui pourra nous sortir de cette dépendance des produits miniers et diversifier ainsi nos exportations».

Par ailleurs, pour l'interlocuteur, à travers ce marché, les labels congolais pourront se faire connaître au niveau international. «Ce deal ouvre une brèche aux entrepreneurs du pays à produire selon les normes internationales et ainsi booster "le consommateur congolais"». Afin de

permettre aux opérateurs économiques de se conformer au marché chinois, l'Anapex compte les assister pour répondre aux critères exigés. «Certaines entreprises ont les moyens de répondre aux normes d'exigences de la Chine, d'autres par contre ont besoin d'assistance, ainsi elles se tournent auprès des structures telles que l'OCC, Anadec, qui peuvent les aider à pouvoir répondre à ces exigences, notamment le conditionnement, le degré d'humidité etc. L'Anapex travaille étroitement également avec des regroupements de femmes entrepreneurs pour les soutenir dans la conquête d'un des plus grands marchés du monde», a fait savoir le Directeur en charge des Etudes et Planification à Anapex.

Si les autres continents peuvent bénéficier du marché chinois, pourquoi pas l'Afrique? Aux autorités congolaises de prendre conscience, de saisir cette opportunité, de relever le défi et faire en sorte que les exportations s'intensifient avec la Chine, puisque le pays n'a rien à perdre. Dans le cadre de cette mesure, d'ici peu, un premier lot de marchandises quittera la RDC pour la Chine, cependant, le pays ne doit pas perdre de vue que la transformation des matières premières doit être la priorité pour bénéficier au maximum de cette mesure.

Fyfy Solange TANGAMU

ARMP : le DG Claude Kayembe soupçonné de malversations financières

Dans les milieux proches de l'Autorité de régulation des marchés publics (ARMP), des voix s'élèvent pour décrier des cas de malversations financières. Ces sources, qui requièrent l'anonymat, inxent le Directeur Général de cet établissement public, M. Claude Kayembe.

Depuis, les indiscretions filtrent à travers les réseaux sociaux où des internautes brandissent, comme preuve de leurs soupçons, une attestation certifiant le paiement des frais oscillant autour de 4 millions de dollars américains. Les auteurs de ces posts soutiennent que les fonds censés atterrir dans la caisse de l'entreprise n'ont

jamais été perçus.

«Depuis la création de l'Autorité de régulation des marchés publics (ARMP), l'Etat a prévu de lui octroyer une redevance de 0,7%. Cette redevance est hors taxe du montant de chaque marché public conclu en RDC», lit-on dans un document diffusé sur la toile.

«Dans le marché passé récemment pour la construction de l'aéroport de Ndjili, Claude Kayembe, Directeur général de l'ARMP, a délivré une attestation certifiant le paiement de 4.949.729, 48 millions de dollars américains», l'équivalent de la redevance due sur un montant total hors taxe chiffré à 707.104.214,34

de dollars, précise ce document dont une copie est parvenue à la rédaction de "Forum des As".

TRAÇABILITÉ REQUISE

«La somme déclarée n'a jamais été versée dans le compte de l'ARMP et reste introuvable jusqu'alors», affirme l'auteur de la note, soulignant que «le fonds aurait pris une destination que le DG Kayembe seul connaît».

De l'avis des pourfendeurs du numéro un de cet établissement public, «l'on s'étonne que l'ARMP, placée sous la tutelle de la Primature, ait agi à l'insu de la Première ministre, Judith Suminwa». Un vice de



procédure qui, selon eux, devrait captiver l'attention des services de contrôle dont l'IGF, la Cour des Comptes, la CENAREF...

«Si l'ARMP a été créée

sur recommandation de la Banque mondiale, c'est pour éviter l'opacité et les compromissions dans l'attribution des marchés publics. Elle devrait donc prêcher par l'exemple», estime l'émissaire de la note qui émet le vœu de voir «les frais de redevance retracés et versés dans le compte de l'établissement».

Des efforts amorcés par le quotidien de la 11^{ème} Rue pour avoir le son de cloche de la direction de l'ARMP se sont révélés vains. Bénéficiant de présomption d'innocence, le DG Claude Kayembe devrait également fournir sa version pour éclairer la lanterne du public.

FDA

Défense nationale : l'intégration des Wazalendo au cœur d'un café politique

A la veille de la Journée nationale de la Révolution et des Forces armées, célébrées le 17 mai dernier, la Fondation allemande Friedrich Ebert Stiftung (FES) a jugé propice de mettre le curseur sur les "Wazalendo". Ces patriotes mobilisés aux côtés de l'armée régulière pour assurer l'autodéfense du territoire national face aux attaques des troupes diligentées par des pays étrangers. Issus, pour la plupart, de la Société civile, les intervenants au Café politique Uongozi ont consacré deux heures pour éclairer l'opinion sur cette thématique sensible.

Devant des centaines de participants réunis au Cercle Elaeis, à Kinshasa, les panélistes ont débattu le 15 mai dernier sur le rôle, le financement et l'avenir de ces combattants issus de la vie civile qui épaulent les forces loyalistes sur tous les fronts où la sécurité nationale est menacée.

Experte en genre, bonne gouvernance, élection et médiation des conflits, Mme Elodie Ntamuzinda W'igulu a reconnu le rôle important des "Wazalendo" dans les zones occupées à l'Est de la République démocratique du Congo. Comme auparavant les "Mai-Mai", ces compatriotes se sont armés pour protéger leurs familles en détresse à chaque fois qu'une portion du territoire national a été envahie par des forces négatives.

Connaissant parfaitement la région et liée à leur terre natale qu'ils ne veulent

abandonnés, ces combattants patriotes sont devenus, au fil du temps, des alliés utiles des Forces armées de la République démocratique du Congo, assure Mme Elodie Ntamuzinda.

A vrai dire, explique Dr Emmanuel Daddy Saleh, le Coordonnateur national des "Wazalendo", le front armé est constitué de 70% de ces combattants patriotes qui trouvent la légitimité de leur engagement dans l'article 63 de la Constitution du 16 février 2006. Une disposition relative à un engagement citoyen à la défense du pays en danger.

Toutefois, l'intégration des "Wazalendo" dans la sphère des unités combattantes n'a toujours pas été facile, reconnaît Me Emmanuel Kabangele, Coordonnateur national du Réseau pour la réforme et du secteur de la sécurité et de la justice.



Vue des intervenants au café politique "Uongozi". PHOTO DROITS TIERS



M. Constantin Grund, Directeur-pays de la Fondation Friedrich Ebert Stiftung en RDC. PHOTO DROITS TIERS

Privés initialement des fonds publics pour survivre au front, ils ont dû verser dans certaines bavures pour soutenir des ressources auprès des populations

civiles, indique Me Emmanuel Kabangele.

Ces bavures vont jusqu'à l'érection des barrières illégales, aux enlèvements pour exiger des rançons, aux

assassinats ciblés commandités, note-t-il. Ces pratiques, qui ne sont pas généralisées, sont à déplorer, souligne ce militant des droits de l'homme.

Avocat au Barreau de Kinshasa Matete et chercheur pour les dynamiques de conflits en RDC et dans la région des Grands Lacs, Nickson Kambale Kasola a reconnu qu'en temps de guerre, prévaut souvent la négation des droits. Mais, il a insisté pour que soit documentée toute violation des droits de l'homme dans les zones en conflit. Un refrain repris en cœur par Mme Elodie Ntamuzinda.

Magistrat du parquet en RDC, juriste spécialisé en droit public, Héritier Madundelo Baika a circonscrit le contexte de cette thématique censée éclairer l'opinion sur la genèse de ce mouvement d'autodéfense qui n'est pas à confondre aux forces négatives. Tout en relevant les avantages et les désavantages, il a insisté sur les perspectives : l'intégration effective dans l'armée régulière moyennant formation ou démobilitation pour réinsertion dans la vie civile.

Directeur chargé des opérations civilo-militaires et éveil patriotique, le Colonel Malumba a éclairé la lanterne de l'assistance sur la Réserve armée de la Défense (RADE) qui a été récemment créée pour encadrer et réinsérer des combattants civils en RDC. Qu'il s'agisse des "Wazalendo" ou des "Mobondo", à l'Ouest du pays pour l'intérêt public.

Organisé mensuellement avec le concours de la Dynamique des politologues du Congo (DYPOC), coordonnée par Christian Ndombo Moleka, le café politique "Uongozi" est financé par la Fondation Friedrich Ebert Stiftung. Directeur pays de cette fondation allemande en RDC, M. Constantin Grund, s'investit à travers cette initiative pour promouvoir le débat citoyen et la culture démocratique.

Yves KALIKAT

RDC : les FARDC appellent à l'unité face à la menace persistante dans l'Est

Les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) ont lancé un appel à l'unité nationale face à la persistance de la menace qui continue à peser sur l'intégrité dans l'Est du pays. Dans un communiqué publié le 17 mai, à l'occasion de la Journée nationale des FARDC, l'armée a réaffirmé son engagement à défendre l'intégrité du territoire et à protéger les populations civiles.

L'armée a exprimé son soutien aux autorités militaires, aux

forces de défense et de sécurité ainsi qu'aux partenaires engagés sur les lignes de front. Elle souligne l'importance de la collaboration entre les différentes forces pour faire face aux groupes armés actifs dans plusieurs zones de l'Est.

Les FARDC saluent les

opérations conjointes menées avec les armées ougandaise et burundaise ainsi qu'avec la Monusco. Ces actions visent notamment les rebelles ADF/MTM et d'autres groupes armés, avec pour objectif de rétablir la paix et la sécurité dans les régions affectées.

Selon l'armée, ces

opérations sont menées avec courage, détermination et esprit de sacrifice par les soldats engagés sur le terrain. Elle insiste sur les efforts consentis pour sécuriser les populations et stabiliser les zones en proie à l'insécurité.

Toutefois, les FARDC déplorent certaines déclarations publiques qu'elles jugent de nature à discréditer les efforts des forces engagées. Elles estiment que ce type de discours peut affaiblir le moral des troupes et nuire à la cohésion nationale.

Sans remettre en cause la liberté d'expression, l'armée appelle à une communication

responsable, orientée vers l'intérêt supérieur de la nation. Elle souligne l'importance de soutenir les forces combattantes dans ce contexte sécuritaire délicat.

Les FARDC mettent également en garde contre les discours de haine et de démoralisation, qui peuvent fragiliser davantage la situation dans les zones touchées par les conflits.

Enfin, l'armée invite la population congolaise à rester unie derrière les forces de sécurité et leurs partenaires, afin de faire face ensemble aux défis sécuritaires et de contribuer au retour durable de la paix dans l'Est du pays.

Pascal NDUYIRI

S'EXPLIQUANT SUR LE CHOIX DE 26 LÉOPARDS SÉLECTIONNÉS

Sébastien Desabre: « La Coupe du Monde n'est pas le moment pour faire des tests. Il faut consolider ce qu'on a fait de bien »

Le sélectionneur de la RDC, Sébastien Desabre, a rendu publique la liste de 26 joueurs pour la Coupe du monde 2026 sans intégrer de nouveaux profils, assumant un choix de continuité après quatre années de travail à la tête des Léopards.

Dans une vidéo, le technicien français a fait savoir que cette grande compétition internationale n'est pas une aubaine pour essayer certains joueurs. Il tient mordicus à garder son noyau dur qui a participé aux éliminatoires de ce mondial.

«La Coupe du monde, ce n'est pas le moment pour faire des tests. Il faut consolider ce qu'on a fait de bien», s'est défendu Sébastien Desabre.

Le sélectionneur congolais affirme vouloir s'appuyer sur les automatismes déjà construits au sein du groupe.

«Il y a beaucoup de choses qui ont été construites au niveau tactique, au niveau des habitudes de travail», a-t-il énoncé.

Depuis sa prise de fonction, Sébastien Desabre indique avoir utilisé 55 joueurs différents avec les Léopards, mais estime qu'à quelques semaines du tournoi mondial, la priorité reste la stabilité de l'effectif.

«Le choix n'a pas été simple, mais il s'inscrit dans une certaine forme de continuité sur ce projet-là», a-t-il ajouté.

L'ÉQUIPE NATIONALE CONGOLAISE, UNE ATTRACTION POUR DES BINATIONAUX

Le patron du staff technique a également reconnu que l'équipe nationale congolaise attire désormais davantage de joueurs binationaux ou étrangers d'origine congolaise.

«On s'aperçoit également



Le sélectionneur national Sébastien Desabre justifie le choix de ses 26 joueurs pour la Coupe du monde 2026.

PHOTO DROITS TIERS

que l'équipe nationale de RDC devient très attractive pour beaucoup de joueurs.

On a même des joueurs qui sont prêts à attendre des délais de qualification de trois

ans pour venir nous rejoindre», a-t-il dit.

Cette déclaration intervient dans un contexte marqué par plusieurs dossiers de joueurs susceptibles de rejoindre la sélection congolaise dans les prochains mois.

«Il y aura un avant Coupe du monde et un après Coupe du monde», a-t-il insisté.

La RDC organisera une séance d'entraînement ouverte au public le 26 mai à Kinshasa au stade Tata Raphaël. Les Léopards seront également décorés avant leur départ pour la Coupe du monde États-Unis d'Amérique, Canada et Mexique 2026.

Deux matches amicaux sont prévus pour affûter les armes avant la compétition respectivement les 03 juin à Liège contre le Danemark et 09 juin en Espagne face au Chili.

La RDC se trouve dans le groupe K avec le Portugal, la Colombie et l'Ouzbékistan.

Gloire BATOMENE

Mondial 2026 : les 26 Léopards connus, Desabre mise sur la continuité

Le sélectionneur des Léopards football de la République démocratique du Congo, Sébastien Desabre, a dévoilé hier lundi 18 mai la liste des 26 Léopards retenus pour la Coupe du monde 2026, à travers les plateformes officielles de la Fédération.

Le technicien français a choisi de faire confiance à son groupe habituel, en reconduisant l'ossature qui accompagne la sélection congolaise depuis plusieurs rassemblements.

Parmi les décisions qui feront encore parler, les absences de Afimico Pululu et Michel-Ange Balikwisha ont de nouveau été confirmées. Malgré leurs performances en club, les deux joueurs ne figurent pas dans les plans du sélectionneur pour ce rendez-vous mondial.

Dans les cages, Timothy Fayulu, Lionel Mpassi et Mike Pongo Epolo auront la responsabilité de sécuriser

LA LISTE

SÉLECTION DES LÉOPARDS DE LA RDC
ANNONCÉE PAR SÉBASTIEN DÉSABRE

GARDIENS		
MATTHIEU EPOLO LIONEL MPASI TIMOTHY FAYULU		
DÉFENSEURS		
CHANCEL MBEMBA AARON BISSAKA AXEL TUANZEBE ARTHUR MASUAKU JORIS KAYEMBE STEVE KAPUADI ROCKY BUSHIRI DYLAN BATUBINSIKA GÉDEON KALULU	NOAH SADIKI S. MOUTOUSSAMY EDO KAYEMBE NGAL'AYEL MUKAU CHARLES PICKEL NATHANAEL MBUKU BRIAN CIPENGA GAEL KAKUTA	
MILIEUX		
NOAH SADIKI S. MOUTOUSSAMY EDO KAYEMBE NGAL'AYEL MUKAU CHARLES PICKEL NATHANAEL MBUKU BRIAN CIPENGA GAEL KAKUTA	ATTAQUANTS	
MESCHACK ELIA THÉO BONGONDA FISTON KALALA CÉDRIC BAKAMBU SIMON BANZA YOANNE WISSA		

l'arrière-garde.

En défense, la RDC pourra compter sur l'expérience de Chancel Mbemba, renforcée par la présence de Aaron Wan-Bissaka, Arthur Masuaku ou encore Axel Tuanzebe.

Au milieu de terrain, Charles Pickel, Noah Sadiiki et Edo Kayembe devront apporter équilibre et créativité.

En attaque, les espoirs offensifs reposeront notamment sur Yoane Wissa, Cédric Bakambu, Simon Banza et Fiston Mayele.

Logée dans le groupe K, la RDC affrontera le Portugal, la Colombie et l'Ouzbékistan lors du premier tour. Un groupe relevé, mais que les Léopards espèrent franchir pour écrire une nouvelle page de leur histoire sur la scène mondiale.

C'est pour la première fois que la Coupe du monde soit co-organisée par trois nations: les États-Unis, le Canada et le Mexique.

48 pays sont répartis en

12 groupes. Les deux premiers de chaque poule seront qualifiés directement pour les 32^{èmes} de finale, y compris les 8 meilleurs troisièmes.

La liste complète :

GARDIENS : Mathieu Epolo, Timothy Fayulu, Lionel Mpassi

DÉFENSEURS : Gédéon Kalulu, Aaron Wan-Bissaka, Arthur Masuaku, Edo Kayembe, Bushiri, Steve Kapuadi, Chancel Mbemba, Axel Tuanzebe, Batubinsika

MILIEUX : Samuel Moutousamy, Edo Kayembe, Ngal'ayel Mukau, Noah Sadiiki, Charles Pickel, Gaël Kakuta, Nathanaël Mbuku, Bryan Cipenga

ATTAQUANTS : Cédric Bakambu, Simon Banza, Théo Bongonda, Fiston Mayele, Elia Meschack, Yoane Wissa

Gloire BATOMENE